Distr.
GENERALE

CERD/C/237/Add.1
23 septembre 1993

Original : FRANCAIS

COMITE POUR L'ELIMINATION
DE LA DISCRIMINATION RACIALE
Quarante-troisième session

EXAMEN DES RAPPORTS PRESENTES PAR LES ETATS PARTIES
CONFORMEMENT A L'ARTICLE 9 DE LA CONVENTION

Neuvièmes rapports périodiques des Etats parties
devant être présentés en 1993

Additif

ITALIE */

[9 août 1993]

*/ Le présent rapport regroupe dans un seul et même document les huitième et neuvième rapports périodiques de l'Italie qui devraient être présentés, respectivement, les 4 février 1991 et 4 février 1993.

Pour les sixième et septième rapports périodiques présentés par le Gouvernement de l'Italie et les comptes-rendus des séances du Comité auxquelles ces rapports ont été examinés, voir :

- 6) CERD/C/156/Add.1 (CERD/C/SR.880);
- 7) CERD/C/182/Add.2 (CERD/C/SR.880).

GE.93-18547 (F)

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Introduction	1	3
Article 2	2 - 5	3
Article 3	6	4
Article 4	7 - 15	4
Article 5	16 - 71	6
Article 7	72 - 88	20

Introduction

1. Le présent rapport du Gouvernement italien sur la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale couvre la période 1987-avril 1993. Il a été préparé dans le cadre des activités institutionnelles du Comité interministériel pour les droits de l'homme, constitué par le Ministère des affaires étrangères en 1978, et il tient compte, dans la mesure du possible, des indications et des recommandations du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD).

Article 2

2. Au cours de ces dernières années, en particulier à partir de 1990, il s'est produit en Italie quelques épisodes d'intolérance à l'égard de citoyens extracommunautaires et de nomades, parfois à caractère xénophobe et antisémite. Les protagonistes de ces initiatives, par ailleurs épisodiques, ont été des groupes de l'extrême droite qui ont accentué leur activisme, ainsi que des formations du genre voyou, appelées "skinsheads". Le phénomène en question a pris seulement en 1992 des caractéristiques propres à une activité discriminatoire du point de vue racial, demeurant de toute façon circonscrit, pour ce qui est des auteurs, aux groupes cités.

3. Dans le but d'étouffer dans l'oeuf des dégénérescences possibles de phénomènes encore isolés et pour faire face aussi sur le plan législatif aux formes d'intolérance raciale qui ont fait leur apparition en Italie au cours de ces dernières années, le Gouvernement italien, le 19 décembre 1992, a présenté au Parlement le projet de loi No 2061/C, portant "Mesures urgentes en matière de discrimination raciale, ethnique et religieuse". Cette nouvelle intervention législative s'inscrit dans une tradition de défense absolue du droit de non-discrimination, pour des motifs de race, de langue, de religion et d'opinions politiques, qui trouve son fondement dans les mêmes principes fondamentaux de la Charte constitutionnelle et des moments spécifiques de reconnaissance dans la pleine adhésion de l'Italie aux conventions internationales touchant à cette matière et dans la loi No 101, du 8 mars 1989, contenant des normes pour la régulation des rapports entre l'Etat et l'Union des communautés israélites italiennes.

4. Après la présentation du projet de loi au Parlement, le Gouvernement italien, compte tenu de la durée du cheminement nécessaire pour l'approbation de la loi, considérant la "nécessité et l'urgence d'apporter des intégrations ou des modifications à la réglementation en vigueur en matière de discrimination raciale, ethnique et religieuse, dans le but de mettre sur pied des instruments plus efficaces de prévention et de répression des phénomènes d'intolérance et de violence de type xénophobe ou antisémite", a transformé le projet de loi en le décret-loi No 122, du 26 avril 1993, qui est entré en vigueur le 28 avril 1993.

5. Etant donné l'importance de la nouvelle réglementation qui, entre autres, est destinée spécifiquement à renforcer l'application en Italie de la Convention, une synthèse de chacune des nouvelles dispositions est rapportée en référence au commentaire fait à l'article 4.

Article 3

6. Comme il a déjà été illustré dans les rapports précédents, la politique du Gouvernement italien a toujours été caractérisée par une nette condamnation de toute forme de ségrégation raciale et d'apartheid.

Article 4

7. Comme il a été déjà illustré précédemment, le décret-loi No 122, qui contient des normes spéciales en matière de propagande en faveur de la discrimination ou de la haine raciale, définit diverses hypothèses d'infraction et prévoit les peines correspondantes. Il est rapporté ici une synthèse des normes contenues dans chacun des articles de la nouvelle mesure normative.

8. L'article 3 de la loi No 654, du 13 octobre 1975, par laquelle le Parlement italien a autorisé la ratification de la Convention examinée ici, mettait à effet l'obligation prévue par l'article 4 de ladite loi, en introduisant dans le système juridique italien des figures spécifiques d'infraction prévues aux lettres a) et b) dudit article et en prescrivant les peines correspondantes. L'article 1 du décret-loi de 26 avril 1993 modifie partiellement l'article 3 de la loi No 654. Pour ce qui est des infractions de diffusion d'idées antiracistes, d'incitation à la violence et de provocation à la violence, il est précisé maintenant que ces actes s'étendent non seulement à la haine raciale, mais aussi à la haine ethnique; il est précisé également que non seulement l'incitation à la violence, mais aussi la perpétration d'actes de violence, est considérée comme une infraction. En outre, la peine prévue pour les différentes infractions (réclusion de un à quatre ans) "est augmentée si le fait est perpétré au moyen de la presse ou de tout autre instrument de propagande, ou au cours de réunions publiques". Pour ce qui concerne les organisations et les associations antiracistes, le nouveau décret-loi, toujours à l'article 1, prévoit une disposition ayant un contenu plus exhaustif et introduit le principe de l'augmentation des peines pour les chefs et pour les promoteurs. La norme résulte donc modifiée de la façon suivante :

"est interdite toute organisation, association, mouvement ou groupe ayant parmi ses propres buts l'incitation à la discrimination, à la haine ou à la violence pour des motifs raciaux, ethniques, nationaux ou religieux. Celui qui participe à de telles organisations, associations, mouvements ou groupes, ou prête assistance à leur activité, est puni, pour le seul fait de la participation ou de l'assistance, de un à cinq ans de réclusion ou, si l'organisation, l'association, le mouvement ou le groupe a parmi ses propres buts l'incitation à la violence, de deux à sept ans de réclusion. Les peines sont augmentées pour les chefs et les promoteurs de ces organisations, associations, mouvements ou groupes".

9. L'article 2, qui contient des dispositions en matière de prévention, étend la discipline applicable en Italie aux activités criminelles de type mafieux à ceux que l'on doit

"considérer comme faisant partie d'associations, de mouvements ou de groupes qui exaltent, menacent ou emploient la violence dans un but

de discrimination ou de haine ethnique, raciale ou religieuse", ainsi qu'à ceux qui "au cours de réunions publiques accomplissent des manifestations extérieures ou montrent ostensiblement des emblèmes ou des symboles usuels ou créés par eux-mêmes d'associations, de mouvements ou de groupes ayant parmi leurs buts celui d'inciter à la violence, à la discrimination ou à la haine pour des motifs ethniques, nationaux, raciaux ou religieux".

10. L'article 3 prévoit une augmentation de la peine d'un tiers à la moitié "pour des infractions, punissables d'une peine différente de celle de la prison à perpétuité, commises à des fins de discrimination ou de haine ethnique, nationale, raciale ou religieuse, ou bien dans le but de faciliter l'activité d'associations, de mouvements ou de groupes qui ont parmi leurs objectifs les mêmes finalités".

11. L'article 5 autorise les perquisitions, les séquestres et, en cas de condamnation pénale, la confiscation de l'immeuble, lorsque l'auteur de l'une des infractions en matière de discrimination ou de haine raciale "s'en est servi comme lieu de réunion, de dépôt ou de refuge", de même que la perquisition, la confiscation et le séquestre "d'emblèmes, de symboles ou de matériels de propagande réalisés par eux-mêmes ou usuels d'associations, de mouvements ou de groupes ayant pour but, entre autres, celui d'inciter à la violence ou à la haine pour des motifs ethniques, nationaux, raciaux ou religieux".

12. L'article 6 contient quelques dispositions en matière de procédure et stipule notamment que pour les infractions prévues par le précédent article 3 l'on procède d'office dans tous les cas.

13. L'article 7 prévoit que, dans des cas déterminés, lorsque résultent "fondés les motifs pour considérer que l'activité d'associations, de mouvements ou de groupes favorise la perpétration" d'infractions en matière raciale, il puisse être ordonné la suspension et, éventuellement, la dissolution de l'association, du mouvement ou du groupe, avec la confiscation des biens qui s'ensuit. Par sa circulaire du 28 avril 1993, le Ministère de l'intérieur a pourvu à sensibiliser vis-à-vis de la réglementation en question le personnel placé sous sa dépendance.

14. L'infraction spécifique de propagande antiraciale, telle qu'elle est prévue par la loi italienne de ratification de la Convention, a été également objet d'application et d'interprétation de la part de la jurisprudence. En particulier, signalons la sentence de la Cour suprême de cassation, Vème section, du 16 janvier 1986, qui, en matière de délit de diffamation commis au moyen de la presse et de délit spécifique de propagande antiraciale, a reconnu aux communautés israélites locales et à l'Union de ces communautés le titulariat du droit à "être sujets passifs et lésés du délit de diffamation au moyen de la presse commis à l'égard de la collectivité juive" et que "cette qualité peut être reconnue également à un simple individu appartenant à la race juive, étant donné que l'on doit estimer que l'intérêt commun de la collectivité juive, à la différence de l'intérêt général qui de par sa nature est indivisible, est susceptible de fractionnement et de considération individuelle".

15. Dans la même sentence, la Cour de cassation a voulu préciser que, dans le cas d'

"offense contre toutes les personnes appartenant à la race juive prises indistinctement et individuellement, entre en jeu inévitablement un droit fondamental de la personnalité humaine, à savoir le droit à l'honneur et à la réputation, garanti par l'article 2 de la Constitution parmi les droits inviolables de l'homme considéré d'abord en tant qu'individu avant de l'être comme appartenant à des formations sociales au sein desquelles se développe sa personnalité".

Article 5

16. Pour ce qui concerne les diverses matières réglementées par l'article 5 de la Convention, la législation italienne et la jurisprudence ne contiennent pas dans l'ensemble d'éléments de nouveauté par rapport aux principes illustrés dans les rapports précédents, qui se sont déjà largement inspirés, non seulement de la Convention examinée ici, mais aussi des autres conventions des Nations Unies et des conventions régionales qui ont été ratifiées par l'Italie.

17. Parmi les secteurs réglementés par l'article 5, un seul d'entre eux, celui relatif à l'entrée, au séjour et au travail, a été l'objet d'une nouvelle discipline, qui s'est inspirée largement de principes libéraux. Celle-ci s'applique aux citoyens extracommunautaires, dans la mesure où pour les citoyens communautaires vaut le principe de la libre circulation sanctionné par le Traité institutif de la CEE et par le Traité de Maastricht. Cette discipline est le fruit d'un examen attentif des problématiques existantes, qui a eu son moment de majeure importance dans l'enquête cognitive menée à la Chambre des députés de novembre 1988 à novembre 1989 et articulée sur l'audition des ministres compétents, des fonctionnaires intéressés, des représentants des collectivités régionales et locales et des représentants des associations et des communautés d'étrangers. La documentation recueillie forme l'objet du dossier "Enquête cognitive sur la condition de l'étranger en Italie et sur les phénomènes de racisme", publiée par le Service commissions parlementaires en 1990. De cette nouvelle discipline, qui s'articule en divers actes normatifs et réglementaires, nous illustrons ci-après les dispositions essentielles.

Entrée et séjour des citoyens étrangers en Italie

18. Le décret-loi No 416 du 30 décembre 1989, converti en la loi No 39 le 28 février 1990, porte "normes urgentes en matière d'asile politique, d'entrée et de séjour des citoyens extracommunautaires et de régularisation des citoyens extracommunautaires et des apatrides déjà présents dans le territoire de l'Etat. Dispositions en matière d'asile". Plus précisément, cette loi :

a) Dispose la cessation, dans le système juridique italien, des effets de la déclaration de limitation géographique et des réserves visées aux articles 17 et 18 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951, ratifiée par la loi No 722 du 24 juillet 1954, émises par l'Italie au moment de la signature de ladite convention (art. 1, 1er al.); elle reconnaît le statut de

réfugié aux étrangers extraeuropéens sous mandat du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (ACNUR) sur requête des intéressés (art. 1, 3ème al.);

b) Etablit que les citoyens étrangers extracommunautaires peuvent entrer en Italie pour des motifs de tourisme, d'études, de travail subordonné ou de travail indépendant, de soins, et pour des raisons familiales et de culte (art. 2, 1er al.);

c) Dispose que peuvent entrer dans le territoire de l'Etat les étrangers qui se présentent aux contrôles de la frontière munis d'un passeport valable ou d'un document équivalent, reconnu par les autorités italiennes, ainsi que d'un visa où il est prescrit qu'ils sont en règle avec les dispositions en vigueur, y compris de caractère administratif en matière de santé et d'assurance et qu'ils observent les formalités requises (art. 3, 1er al.); elle dispose en outre que doivent être refoulés à la frontière les étrangers qui résultent avoir été expulsés ou signalés comme des personnes dangereuses pour la sûreté de l'Etat, comme appartenant à des organisations mafieuses ou qui pratiquent le trafic illicite de stupéfiants ou à des organisations terroristes, de même que les étrangers qui résultent manifestement dépourvus de moyens de subsistance en Italie (art. 3, 5ème al.), en spécifiant que n'est pas considéré manifestement dépourvu de moyens, même s'il lui manque l'argent suffisant, celui qui exhibe une documentation attestant qu'il a à sa disposition en Italie des biens ou un emploi régulièrement rétribué, ou bien l'engagement d'un organisme ou d'une association ou d'un particulier, qui fournisse la garantie adéquate de la prise en charge directe de son hébergement et de sa nourriture, ainsi que de son retour dans sa patrie (art. 3, 6ème al.);

d) Etablit que peuvent séjourner dans le territoire de l'Etat les étrangers entrés régulièrement aux termes de l'article 3, qui sont munis d'un permis de séjour (art. 4, 1er al.). Le permis de séjour est délivré par le préfet de police de la province où les étrangers se trouvent (art. 4, 3ème al.), il a une durée de deux ans (art. 4, 4ème al.), et il peut être renouvelé ou prorogé (art. 4, 6ème al.). Pour les étrangers extracommunautaires mariés à des citoyens italiens et résidant, en l'état de conjoints, depuis plus de trois ans en Italie, la durée du permis de séjour, est à temps illimité (art. 4, 7ème al.);

e) Etablit que les mesures concernant l'entrée, le séjour et l'expulsion des étrangers doivent être communiquées à l'intéressé en même temps que l'indication des modalités de recours et qu'une traduction dans une langue connue de lui (art. 5, 1er al.). Contre les mesures de déni de reconnaissance du statut de réfugié, ainsi que contre les mesures d'expulsion du territoire de l'Etat et contre le déni et la révocation du permis de séjour est admis le recours au tribunal administratif régional du lieu du domicile élu par l'étranger (art. 5, 2ème et 3ème al.);

f) Reconnaît aux étrangers en possession d'un permis de séjour le droit à l'inscription sur le registre de l'état civil de leur commune de résidence selon les normes en vigueur pour les citoyens italiens (art. 6);

g) Discipline la régularisation des citoyens extracommunautaires et des apatrides présents en Italie à la date du 31 décembre 1989 (art. 9);

h) Discipline la régularisation du travail indépendant exercé par les citoyens extracommunautaires et par les apatrides présents dans le territoire de l'Etat, ainsi que la reconnaissance des titres d'études et de ceux concernant les professions et les métiers acquis dans leurs pays d'origine (art. 10);

i) Etablit que la Présidence du Conseil des ministres, de concert avec les ministères compétents, pourvoit à donner la plus large publicité aux dispositions contenues dans la présente loi (art. 11, 1er al.), et que le Gouvernement italien présente chaque année au Parlement un rapport sur la mise en application de la présente loi (art. 11, 2ème al.). Elle dispose en outre la distribution de contributions aux régions qui préparent des programmes pour la réalisation des centres de premier accueil et des services pour les étrangers immigrés, les exilés et les membres de leur famille (art. 11, 3ème al.).

19. En application de la loi No 39/90, pendant les mois d'avril-juin 1992, une vaste campagne d'information a été mise en oeuvre - sous la direction de l'Agence consortium Res Publica - s'adressant aux citoyens extracommunautaires pour les inviter à renouveler leur permis de séjour. La campagne d'information a eu un budget de 2 milliards de lires et s'est servie de spots et d'annonces transmis par la presse, la télévision et la radio sur tout le territoire national, ainsi que d'affiches informatives placardées dans toutes les villes, y compris dans les moyens de transport publics (bus) et dans les gares de chemin de fer.

20. Le Département pour l'information et l'édition de la Présidence du Conseil des ministres a réalisé, en outre, de nombreuses publications qui ont été distribuées gratuitement dans les organismes publics, les institutions culturelles et les représentations diplomatiques italiennes à l'étranger. A cet égard signalons les publications suivantes :

a) Normes urgentes en matière d'asile politique, d'entrée et de séjour des citoyens extracommunautaires et apatrides déjà présents dans le territoire de l'Etat;

b) Rapport sur la mise en application des normes urgentes en matière d'asile politique, d'entrée et de séjour de citoyens extracommunautaires et de régularisation des citoyens extracommunautaires et apatrides déjà présents dans le territoire national;

c) La société multiculturelle en Italie;

d) Un instrument de paix. Depuis quarante ans l'ACNUR aux côtés des réfugiés;

e) Nonsolonero (revue vidéo sur l'immigration).

21. En outre, afin d'assurer la diffusion maximum de cette loi parmi les étrangers présents dans le territoire italien, la Présidence du Conseil des ministres a pourvu à publier et à divulguer gratuitement un opuscule informatif (vade-mecum), rédigé en cinq langues (italien, anglais, français, espagnol et arabe). Dans ce dernier est contenue une explication de la loi No 39, exprimée en un langage clair et facilement accessible, portant particulièrement attention aux situations relatives à l'accès à la frontière italienne, au visa d'entrée, au permis de séjour, à l'inscription au registre d'état civil, aux cours d'études, au travail, à l'assistance sanitaire, aux vaccinations, à l'acquisition de la nationalité italienne et à l'expulsion; conjointement à une liste des sièges des communautés étrangères, des associations et organismes de tutelle et d'assistance auxquels les citoyens extracommunautaires peuvent s'adresser pour la sauvegarde de leurs droits en Italie. A l'opuscule précité s'ajoute une ultérieure publication, toujours réalisée par la Présidence du Conseil des ministres, contenant une énonciation systématique de la loi No 39 traduite en huit langues, dont entre autres le portugais, le polonais et le philippin, en même temps qu'un fac-similé d'un modèle de demande de séjour pour étrangers extracommunautaires.

22. En application de la loi No 39/90, la circulaire ministérielle du 20 janvier 1990 du Ministère du travail ("Régularisation des situations irrégulières relatives aux citoyens étrangers extracommunautaires et aux apatrides") étend les compétences des bureaux provinciaux du travail aux questions touchant à l'expédition des démarches liées à la délivrance des documents de reconnaissance, dont les citoyens extracommunautaires et les apatrides éventuellement sont privés et des permis de séjour biennaux, en leur fournissant l'assistance nécessaire auprès des préfectures ou des commissariats de police compétents. La circulaire, en outre, dispose que l'inscription dans les listes de placement de la part des citoyens extracommunautaires et des apatrides donne droit à une parité de traitement avec les travailleurs italiens, soit pour les formes d'embauche, soit pour la stipulation des contrats de travail subordonné (à l'exclusion de l'emploi public). Elle reconnaît enfin aux citoyens extracommunautaires et aux apatrides régularisés le droit de constituer des sociétés coopératives, ou bien de faire partie de ces dernières en qualité d'associés.

23. Signalons enfin le décret du Président du Conseil des ministres du 13 mars 1992 portant normes en matières de "déclaration de l'existence de l'état de nécessité pour l'entrée en Italie des membres de la famille des citoyens italiens rapatriés de l'Albanie".

Expulsion des citoyens étrangers

24. La loi No 39 du 28 février 1990 (avec les mises à jour apportées par le décret-loi No 193 du 29 février 1992) précise à l'article 7 les cas d'expulsion. Celle-ci est prononcée par arrêté motivé du préfet, et exécutée sous forme de sommation de quitter le territoire de l'Etat dans les 15 jours qui suivent. Dans des cas exceptionnels, pour des exigences d'ordre public ou de sécurité, le Ministre de l'intérieur peut décider, par décret motivé, l'expulsion et la reconduite immédiate à la frontière. Dans cet article l'on dispose en outre que l'étranger expulsé soit renvoyé à l'Etat de provenance. Dans le cas où il existe des motifs valables pour estimer que dans un tel

Etat l'étranger peut subir des menaces contre sa sécurité ou sa liberté, l'expulsion doit être exécutée vers un autre Etat. Son exécution de toute façon n'est pas consentie vers un Etat où l'étranger peut être l'objet de persécutions.

25. Contre les mesures d'expulsion est admis le recours au tribunal administratif régional territorialement compétent. L'intéressé peut demander, dans les 15 jours suivants, le sursis à exécution du décret préfectoral et celui-ci prend effet à partir de la date de la demande.

26. Pour la tutelle de l'étranger il est prévu également que les autorités compétentes pour l'émission des arrêtés concernant l'entrée, le séjour et l'expulsion doivent communiquer ou notifier à l'intéressé l'acte qui le regarde en même temps que l'indication des modalités de recours et qu'une traduction dans une langue connue de lui, ou bien, si ce n'est pas possible, en langue française, anglaise et espagnole.

27. La matière complexe de l'expulsion a été récemment redéfinie par le décret-loi No 107 du 13 avril 1993.

Extradition

28. En matière d'extradition signalons les normes introduites par le nouveau code de procédure pénale (décret du Président de la République No 447, du 22 septembre 1988) entré en vigueur le 24 octobre 1989. En particulier, l'article 698 du nouveau code de procédure pénale ("Délits politiques. Tutelle des droits fondamentaux de la personne") dispose ce qui suit :

"L'extradition ne peut être concédée ni pour un délit politique, ni quand on a de bonnes raisons pour considérer que le prévenu ou le condamné sera soumis à des actes de persécution ou de discrimination pour des motifs de race, de religion, de sexe, de nationalité, de langue, d'opinions politiques ou de conditions personnelles ou sociales, ou bien à des peines ou à des traitements cruels, inhumains ou dégradants, ou de toute façon à des actes qui représentent une violation de l'un des droits fondamentaux de la personne. Si pour le fait pour lequel est demandée l'extradition est prévue la peine de mort par la loi de l'Etat étranger, l'extradition ne peut être concédée que si ledit Etat donne des garanties, considérées suffisantes aussi bien par l'autorité judiciaire que par le Ministre de la justice, que cette peine ne sera pas infligée ou, si elle a déjà été infligée, qu'elle ne sera pas exécutée".

29. Comme il ressort du rapport concernant le projet préliminaire du Code (rédigé par la Commission ministérielle qui s'est occupée de la rédaction dudit Code, afin de tenir compte non seulement des choix de principe qui avaient été faits mais aussi du contenu de chacune des dispositions) avec l'article 698 du Code de procédure pénale, l'on a estimé, en innovant complètement par rapport au système précédemment en vigueur, que l'on devait donner une importance prééminente à la tutelle des droits fondamentaux de la personne, en établissant l'exclusion formelle de toute extradition qui puisse mettre en péril les droits précités pour l'un des motifs énumérés dans ledit article ou qui puisse comporter comme effet final l'application de la peine de mort.

Droit à l'assistance gratuite d'un interprète dans le nouveau procès pénal

30. Parmi les innovations contenues dans le nouveau code de procédure pénale italien, entré en vigueur le 24 octobre 1989 (cité précédemment), revêtent un intérêt particulier dans ce contexte les dispositions qui garantissent le droit à l'assistance gratuite d'interprètes en faveur des sujets de langue maternelle différente de la langue italienne. Plus particulièrement, signalons l'article 143, 1er alinéa, qui assure au prévenu qui ne connaît pas la langue italienne le "droit de se faire assister gratuitement par un interprète pour comprendre l'accusation formulée contre lui et de suivre l'accomplissement des actes auxquels il participe".

31. Il faut remarquer dans la formulation de la disposition citée l'introduction du mot "prévenu" au lieu de celui d'"étranger" afin de faire rentrer dans le cadre d'application de la norme toute personne (indépendamment de la possession de la citoyenneté) qui ne connaisse pas la langue italienne et ne soit donc pas en mesure de comprendre l'accusation et de suivre le déroulement des actes auxquels elle participe.

32. Le cadre normatif à l'intérieur duquel se situe la mesure précitée peut être retrouvé dans la disposition de l'article 24 de la Constitution, où est énoncé le principe fondamental en matière de garanties procédurales selon lequel "toute personne a la possibilité d'agir en justice pour la tutelle de ses propres droits et intérêts légitimes".

Asile politique

33. En matière d'asile politique, en plus de la loi No 39, du 28 février 1990, susmentionnée, signalons la loi No 523, du 23 décembre 1992, par laquelle le Parlement italien a autorisé la ratification de la Convention sur la détermination de l'Etat compétent pour l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des Etats membres de la Communauté européenne, signée à Dublin le 15 juin 1990.

34. Par le décret No 237, du 24 juillet 1990, le Ministère de l'intérieur a donné des instructions pour assurer la première assistance aux requérants d'asile politique.

Centre de premier accueil pour les immigrants

35. Le phénomène migratoire qui s'est vérifié au cours de ces dernières années et en particulier la situation qui s'est créée dans les territoires de l'ex-Yougoslavie a motivé le Parlement et le Gouvernement italiens à adopter une série de mesures législatives destinées à la constitution de centres de premier accueil pour les citoyens étrangers, soit aux passages des frontières, soit dans le reste du territoire de l'Etat. A ce propos signalons les mesures suivantes :

a) Le décret ministériel No 244, du 26 juillet 1990, du Ministère du trésor portant "normes réglementaires pour la distribution des contributions aux régions aux fins de la réalisation de centres de premier accueil et de services pour les immigrants";

b) Le décret du Président du Conseil des ministres du 28 décembre 1990 par lequel est disposée l'"attribution aux termes de la loi No 416, du 30 décembre 1989, du crédit de 30 milliards de lires en faveur des régions pour le financement de programmes pour la réalisation de centres de premier accueil et de services pour l'année 1990";

c) Le décret du Président du Conseil des ministres du 21 avril 1992 par lequel est disposée l'"attribution des contributions aux régions pour le financement de programmes pour la réalisation de centres de premier accueil et de services en faveur des étrangers extracommunautaires et de programmes régionaux intégrés pour l'année 1992";

d) Le décret-loi No 305, du 6 juin 1992, portant "mesures urgentes en référence à la situation qui s'est déterminée dans les Républiques de Serbie et du Monténégro";

e) Le décret No 567, du 21 décembre 1992. Règlement portant "institution aux postes de frontière de structures d'accueil pour les étrangers". Ces structures d'accueil pourvoient à fournir aux étrangers entrés dans le territoire de l'Etat toute information et toute collaboration possible pour leurs obligations légales et l'utilisation des services publics. Il est prévu également des interventions de première assistance ainsi que des prestations sanitaires.

Structures pour l'assistance des étrangers

36. La loi No 943/86, afin de garantir l'applicabilité des normes qu'elle contient, avait prévu l'institution de nouvelles structures en mesure de répondre aux exigences d'information et d'assistance des travailleurs étrangers. Conformément à cette prévision, par décret ministériel du 26 septembre 1989, il a été institué auprès du Ministère du travail - Direction générale de l'emploi - le "Service pour les problèmes des travailleurs immigrés extracommunautaires et de leurs familles". Ce Service promeut des interventions ou des actions à divers niveaux opérationnels, qui vont de l'information pour l'égalité de traitement des immigrés au recensement des offres de travail, des problématiques d'insertion dans la nouvelle réalité sociale à la formation professionnelle, au problème des logements, à la tutelle de la langue et de la culture d'origine, à l'assistance et à la sécurité sociale. Le Service pourvoit en outre à la mise en route des procédures de régularisation prévues par la loi No 39/90, à l'acquisition mensuelle des données sur l'évolution des régularisations auprès des bureaux du travail. Comme contribution aux occasions possibles de travail et en accord avec ses propres tâches institutionnelles, visées à l'article 3 de la loi No 943/86, le Service a préparé - avec le consentement de la Direction générale de la coopération - un vade-mecum à l'usage des citoyens extracommunautaires sur la structure sociétaire et l'accès à la coopération, qui sera mis à la disposition desdits bureaux comme à celle des associations et des organismes qui s'occupent des problèmes des travailleurs extracommunautaires.

37. Avec le décret ministériel du 4 juillet 1989 a été constitué en outre le "Conseil pour les problèmes des travailleurs extracommunautaires et de leurs familles", ayant la fonction de mener des activités de programmation

et d'intervention, de propulsion, de support et d'orientation, en rendant ainsi effective la tutelle des droits des immigrés. Le Conseil est composé de représentants des citoyens extracommunautaires et de délégués des diverses organisations syndicales, des ministres intéressés, des autorités locales et des associations qui opèrent dans le domaine de l'assistance à l'immigration. Pour garantir une coordination efficace au niveau national de l'activité des divers organes publics qui activent la normative en matière d'immigration, le Conseil a été réparti en cinq sous-commissions permanentes, coordonnées par un Comité exécutif présidé par le Ministre du travail et de la sécurité sociale, qui visent à la levée des obstacles qui empêchent l'exercice effectif des droits reconnus aux étrangers légalement présents en Italie. Les fonctions de secrétariat du Conseil sont remplies par le Service pour les problèmes des travailleurs extracommunautaires dont on vient de parler précédemment; dans cette optique le Service pourvoit à harmoniser les initiatives entreprises localement par les organes périphériques du Ministère du travail avec les lignes programmatiques d'intervention au niveau national, sur la base des directives politiques du Ministère et des avis du Conseil. Au cours de l'année, le Conseil se réunit plusieurs fois en séance plénière ou dans les diverses sous-commissions, affrontant des problèmes et des situations d'urgence.

38. Dans le cadre de la structure des bureaux provinciaux du travail, par les décrets ministériels du 11 avril 1989 et du 26 septembre 1989, a été instituée la "IVème zone" réservée aux services informatifs et promotionnels pour les travailleurs migrants, en mesure d'assimiler en temps utile les exigences du moment et d'agir en conséquence, dans le contexte global de la politique active pour l'emploi d'initiatives appropriées en faveur de ces travailleurs. Cette activité se concrétise, d'un côté sous forme d'assistance et d'orientation ayant pour but la connaissance et l'acquisition de la part des travailleurs intéressés des occasions de travail, et d'un autre côté par la disponibilité d'une structure en mesure de fournir une réponse tant pour ce qui est du cadre normatif actuel que pour ce qui est de la promulgation de mesures législatives.

39. Des instructions immédiates et ponctuelles au sujet de la récente question albanaise et du problème de la répartition des plus de 20 000 réfugiés entre les diverses provinces italiennes ont été imparties à la Direction générale de l'emploi, aux bureaux régionaux du travail et aux inspections afin qu'ils interviennent auprès des structures placées sous leur dépendance pour consentir le plus rapidement possible aux travailleurs albanais, demandant l'inscription dans les listes de placement, la délivrance des cartes de travail ainsi que la participation à d'éventuels stages de formation professionnelle. Les mesures en faveur des immigrés albanais ont eu un caractère exceptionnel en considération de motivations humanitaires.

Tutelle des travailleurs étrangers

40. Pour ce qui touche au phénomène migratoire, nous désirons signaler en outre quelques dispositions normatives et réglementaires adoptées par le Gouvernement italien pour assurer la tutelle des citoyens étrangers qui exercent sur le territoire de l'Etat une activité professionnelle. Ces dispositions sont essentiellement destinées non seulement à assimiler

les travailleurs étrangers aux travailleurs italiens, mais aussi à régulariser la position administrative des citoyens étrangers et des apatrides présents en Italie.

41. En application de la loi No 39/90, avec la circulaire ministérielle du 20 janvier 1990 ("activités en faveur des travailleurs immigrés extracommunautaires") le Ministère du travail a fourni des instructions pour que toutes les structures publiques, dans le cadre des provinces respectives, agissent afin de faciliter les procédures administratives requises aux travailleurs extracommunautaires, en assurant en même temps la diffusion maximum aux contenus de la nouvelle législation, aussi bien par voie de presse que par le truchement des chaînes de télévision locales. La circulaire, en outre, sollicite à entamer des contacts avec les institutions scolaires et universitaires pour la définition des procédures relatives à la reconnaissance des titres d'études et de ceux concernant les professions et les métiers acquis par les citoyens extracommunautaires dans leurs pays d'origine.

42. En application de l'article 9 de la loi No 39/90, la circulaire INPS (Institut national pour la sécurité sociale) No 63, du 14 mars 1990 ("normes urgentes en matière d'asile politique, d'entrée et de séjour des citoyens extracommunautaires et des apatrides déjà présents dans le territoire de l'Etat"), édicte des normes pour la régularisation des rapports de travail irréguliers, établis précédemment ou encore existants à la date du 31 décembre 1989, et exonère du versement des contributions pour les diverses formes d'assurance sociale, uniquement pour les périodes de travail, jusqu'au jour précédant la date de la déclaration de rapports de travail instaurés irrégulièrement, pourvu que cette dernière soit présentée dans les 120 jours suivant la date d'entrée en vigueur du décret. En outre, elle confirme la possibilité de substitution du travailleur dans le paiement des contributions relatives à l'assurance générale obligatoire pour l'invalidité, la vieillesse et les survivants.

43. La circulaire du Ministère du travail No 31, du 30 mars 1990 ("loi No 39, du 28 février 1990. Travailleurs étrangers extracommunautaires. Régularisation"), réaffirme et clarifie le contenu de la circulaire précédente du 20 janvier 1990, en expliquant également que le système normatif sur l'accès à l'emploi tracé par la loi No 943/86 et par le décret-loi No 416/89 exclut l'applicabilité de l'institution de l'embauche directe pour ce qui est des travailleurs extracommunautaires et apatrides.

44. La circulaire du Ministère du travail No 78, du 4 août 1990 ("mutation depuis l'étranger de travailleurs extracommunautaires auprès d'entreprises italiennes ou étrangères opérant en Italie"), contient des directives afin que soit évité le risque que les contrats d'entreprise avec les firmes étrangères dont dépendent les travailleurs requis prennent l'aspect, en réalité, de véritables formes de courtage et de pure fourniture de main-d'oeuvre interdites et sanctionnées pénalement par les lois en vigueur en cette matière.

45. Le décret ministériel No 294, du 14 août 1990, publié par le Ministère de l'industrie et du commerce, indique les critères et les modalités de déroulement des examens dans les sessions spéciales réservées aux citoyens

extracommunautaires et aux apatrides en vue de l'inscription dans le registre des personnes exerçant l'activité du commerce et de la fourniture au public d'aliments ou de boissons.

46. La circulaire du Ministère du travail No 100, du 29 octobre 1990 ("loi No 39, du 28 février 1990. Travailleurs étrangers extracommunautaires. Questions diverses"), précise :

a) Pour les extracommunautaires conjoints de citoyens italiens, le droit d'être inscrits dans les listes de placement ordinaire et agricole au niveau de la circonscription et de participer à toutes les formes de "formation professionnelle" prévues pour les travailleurs nationaux selon les instructions données par la circulaire No 31 de 1990;

b) Pour les citoyens extracommunautaires présents de façon stable en Italie en 1989 et qui se sont éloignés pour de brèves périodes, les bureaux et les inspections provinciales du travail considéreront valable, pour la délivrance de la carte de travail et pour l'ultérieure inscription dans les listes de placement, le permis de séjour délivré par l'autorité compétente pour des motifs de travail subordonné aux citoyens extracommunautaires entrés en Italie sans visa spécifique, postérieurement à la date du 1er janvier 1990, à condition que ledit permis porte une formule spéciale dont il résulte qu'il s'agit d'un citoyen extracommunautaire déjà présent en Italie à titre permanent au cours de 1989;

c) Pour les citoyens extracommunautaires réfugiés, même s'ils sont entrés en Italie après le 31 décembre 1989, le droit de réclamer l'inscription dans les listes de placement ordinaire et agricole au niveau circonscriptionnel et de participer à toutes les formes de formation professionnelle prévue pour les travailleurs italiens selon les instructions données dans la circulaire No 31 de 1990.

47. Le décret-loi No 415 du 29 décembre 1990, portant "initiatives au niveau régional. Prorogation des termes en matière d'assistance sanitaire", sanctionne l'assimilation des citoyens extracommunautaires résidant en Italie et inscrits dans les listes de placement aux citoyens italiens sans emploi, pour tout ce qui touche à l'assistance sanitaire fournie en Italie par le Service sanitaire national et à l'obligation contributive qui en découle.

48. La circulaire du Ministère du travail No 156, du 29 novembre 1991 ("travailleurs extracommunautaires à affecter aux services domestiques"), supprime le blocage de la délivrance des autorisations de travail pour les nouvelles entrées en Italie des citoyens extracommunautaires aspirant à un emploi en qualité de travailleurs domestiques.

49. Le décret du Président du Conseil des ministres, du 20 décembre 1991 ("définition des flux programmés des citoyens étrangers extracommunautaires pour l'année 1992"), fixe les catégories qui sont admises en Italie aux termes de l'article 2, 3ème alinéa, de la loi No 39 de 1990. Dans la circulaire d'application No 6 du 10 janvier 1992, le Ministère du travail précise, entre autres, que les travailleurs extracommunautaires, avant leur entrée en Italie, doivent se munir de l'autorisation de travail délivrée par les bureaux provinciaux du travail, ainsi que du visa d'entrée spécial délivré par

les autorités diplomatiques italiennes dans leur Etat d'origine ou de résidence fixe. En outre, ladite circulaire spécifie que l'autorisation de travail ne peut être délivrée qu'après que l'on se soit assuré de l'indisponibilité de travailleurs italiens, communautaires et extracommunautaires inscrits dans les listes de placement.

50. La loi No 423, du 23 décembre 1991 ("dispositions en faveur des citoyens yougoslaves appartenant à la minorité italienne"), dispose que les citoyens yougoslaves appartenant à la minorité italienne, contraints à quitter leur pays en raison d'événements de guerre ou pour des motifs de guerre civile, peuvent demander dans les huit jours de leur entrée en Italie, aux autorités compétentes, un permis extraordinaire de séjour, en fournissant tout élément utile concernant leur appartenance aux communautés locales italiennes correspondantes.

51. La loi No 17 du 22 janvier 1992 a converti en loi, avec des modifications, le décret-loi No 369, du 22 novembre 1991, portant "mesures extraordinaires pour les provinces de Trieste, Gorizia et certaines communes de la province d'Udine, frappées par les effets de la crise politico-institutionnelle yougoslave".

52. La circulaire du Ministère du travail No 77, du 19 juin 1992 ("embauche de citoyens extracommunautaires en qualité d'infirmiers professionnels aux termes de la loi No 39/1990 (art. 9, 4ème al.), et décret interministériel No 174, du 5 mars 1991, et modifications et intégrations successives. Dispositions pour 1992") impartit, en accord avec les autres administrations intéressées, des dispositions opérationnelles pour la délivrance de l'autorisation de travail aux citoyens extracommunautaires qui aspirent à trouver un emploi en Italie en qualité d'infirmiers professionnels, dans le but d'assurer l'uniformité nécessaire des interventions des organes de l'Etat compétents pour la délivrance des divers documents administratifs. En particulier, l'employeur procédera à l'embauche du travailleur seulement après avoir acquis du Ministère de la santé la déclaration d'équivalence du titre d'infirmier obtenu par le travailleur devant être engagé.

Accords syndicaux en faveur des travailleurs étrangers

53. Nous désirons signaler en outre les accords conclus au niveau local entre les organisations syndicales des employeurs et celles des travailleurs, concernant les travailleurs extracommunautaires présents dans le territoire italien.

54. Parmi ceux-ci, l'"Accord provincial A.P.I.-Milan et C.G.I.L. - C.I.S.L. - U.I.L.**/, du 20 novembre 1989". Dans le document les parties conviennent que, pour 1990, en référence aux dynamiques du marché du travail dans le territoire de Milan, l'objectif programmatique expérimental d'embauche de travailleurs extracommunautaires de la part des petites et moyennes entreprises soit quantifié dans une mesure non inférieure à 10 % des embauches et compatible avec les possibilités de découverte d'un emploi.

**/ C.G.I.L. = Confederazione Generale Italiana del Lavoro
C.I.S.L. = Confederazione Italiana Sindacati Lavoratori
U.I.L. = Unione Italiana del Lavoro

55. Signalons en outre l'"Accord provincial entre A.P.I.-Turin et C.G.I.L. - C.I.S.L - U.I.L. en matière de marché du travail, entériné par le décret ministériel du Ministère du travail du 15 février 1990". Dans cet accord, afin de faire obstacle à toute forme de travail illégal, on convient de l'applicabilité aux travailleurs extracommunautaires inscrits dans les listes de placement des options prévues aux points 1 et 2 dudit accord, concernant l'atténuation du régime de contrainte en matière d'embauche. Les parties stipulantes concordent sur la prévision que les travailleurs extracommunautaires employés dans les petites et moyennes entreprises, à la date du 31 décembre 1991, pourront arriver globalement au moins à 100 unités, à l'exclusion de ceux qui seraient embauchés avec un contrat à terme. Dans les deux documents, les parties s'engagent à publiciser, sous les formes les plus adéquates et en plusieurs langues, les possibilités qui, grâce à ces accords, sont offertes aux citoyens extracommunautaires.

Acquisition de la nationalité italienne

56. Pour ce qui est de la matière des droits civils garantis par le système judiciaire italien aux étrangers, il nous semble opportun de signaler en outre la loi No 91, du 5 février 1992, portant "nouvelles normes sur la nationalité". Cette loi reconnaît le droit d'acquisition de la nationalité italienne en faveur, entre autres, du mineur à la suite de la reconnaissance ou de la déclaration judiciaire de la filiation (art. 2); du mineur étranger adopté par un citoyen italien (art. 3); de l'étranger ou de l'apatride, dont le père ou la mère, ou l'un des ascendants en ligne directe de second degré sont des citoyens italiens de naissance (art. 4); du conjoint, étranger ou apatride, de citoyen italien quand il réside légalement depuis au moins six mois dans le territoire italien, ou au bout de trois ans après la date du mariage, s'il n'y a pas eu dissolution, annulation ou cessation des effets civils et s'il n'existe pas de séparation légale (art. 5); des enfants mineurs de toute personne qui acquiert ou recouvre la nationalité italienne (art. 14).

57. Avec une ultérieure circulaire de novembre 1992, le Ministère de l'intérieur a pourvu à illustrer à ses propres organes périphériques la nouvelle législation, en indiquant les aspects innovateurs par rapport à la législation précédemment en vigueur et en mettant en évidence combien la nouvelle loi No 91/92 accueille pleinement le principe de la parité entre l'homme et la femme.

Liberté religieuse

58. L'activité du Gouvernement italien, visant à donner une application concrète au principe de liberté religieuse proclamé dans la Charte constitutionnelle (art. 3, 7, 8, 18, 19 et 20, Const.), s'est intensifiée pendant ces dernières années dans de multiples secteurs. Pour ce qui est de la période partant de 1987 jusqu'à nos jours nous rappelons les lois qui sont intervenues, destinées à donner une application concrète aux principes constitutionnels en matière de liberté religieuse, avec les indications de quelques initiatives spécifiques.

59. Parmi les dispositions à caractère normatif concernant cette matière, signalons en particulier :

a) La loi No 517, du 22 novembre 1988, de ratification de l'Entente entre l'Etat italien et la confession religieuse "Assemblée de Dieu en Italie";

b) La loi No 516, du 22 novembre 1988, de ratification de l'Entente entre l'Etat italien et la confession religieuse "Adventistes du 7ème jour";

c) La loi No 101, du 8 mars 1989, de ratification de l'Entente entre l'Etat italien et l'"Union des communautés israélites italiennes".

60. Pour ce qui est des problématiques spécifiques en matière de liberté religieuse, nous signalons l'article 18 de la loi No 516 de 1988 d'approbation de l'Entente avec l'Union des églises adventistes et l'article 4 de la loi No 101 de 1989 d'approbation de l'Entente avec les communautés israélites, qui prévoient la reconnaissance civile de la festivité du samedi. En vertu de ces normes, les adventistes et les juifs ont le droit de jouir, sur leur demande, du repos du samedi comme jour de repos hebdomadaire.

61. En outre, l'article 5 de la loi No 101 de 1982 étend la discipline prévue pour le samedi aux principales festivités juives, ajoutant au calendrier, fixé par décret du Ministère de l'intérieur, sur indication de l'Union des communautés israélites, sept autres jours fériés.

Données statistiques sur le phénomène de l'immigration en Italie

62. Il nous paraît utile de fournir ici quelques données statistiques, recueillies pendant ces dernières années et mises à jour en 1992, relatives au phénomène de l'immigration de citoyens étrangers en Italie, tout en prêtant une attention particulière à leur condition professionnelle.

63. Les premières données importantes relatives au flux des travailleurs étrangers en Italie peuvent être tirées de deux recensements :

Recensement de 1971 : 121 116 étrangers résidents;

Recensement de 1981 : 210 937 étrangers résidents et
110 000 temporaires.

64. A la suite de la promulgation de la loi No 39 du 28 février 1990 (citée précédemment), à la fin du mois d'août de 1990, il résultait que séjournèrent légalement en Italie 689 000 citoyens étrangers, parmi lesquels 549 000 extracommunautaires. 80 % de ces derniers résultaient résidents dans le nord et le centre de l'Italie et les 20 % restants dans le sud et dans les îles.

65. A la date du 30 septembre 1992 il résultait qu'étaient employés à titre permanent en Italie 168 138 travailleurs extracommunautaires, se subdivisant de la façon suivante :

a) 49,5 % dans l'industrie;

- b) 41,8 % dans d'autres activités (services, restauration, etc.);
- c) 8,7 % dans le secteur agricole.

En outre, l'on enregistrait 21 897 travailleurs domestiques, avec une prédominance de la composante féminine (70 %).

66. Les données statistiques en possession du Ministère du travail permettent de remarquer que le nombre de travailleurs extracommunautaires en règle avec leur propre position professionnelle s'élevait, en décembre 1990, à 217 378 unités. Les citoyens extracommunautaires inscrits dans les listes de placement ont enregistré en 1991 un fort fléchissement par rapport à l'année précédente - des 113 972 unités de 1990 aux 83 903 unités de 1991 (environ 17 %) - particulièrement sensible dans le secteur agricole, où la réduction du nombre des embauchés a été supérieure à 50 %. En 1992, on peut noter une légère remontée par rapport à la période précédente : en effet, à la date du 30 juillet 1992 il résulte que 83 610 unités sont inscrites sur les listes. Pour les embauchages enregistrés en 1991 (125 462) un fléchissement s'est manifesté aussi par rapport à l'année précédente, même si c'est dans une faible proportion (3 %), dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et d'autres activités, tandis que le fléchissement a été plus important (environ 30 %) pour ce qui est des travaux domestiques (17 977 embauchages en 1991 contre 25 879 en 1990).

67. Pendant l'année 1992 ont été délivrées 31 629 nouvelles autorisations de travail en Italie (pour 14 621 hommes et 17 008 femmes), aux termes de l'article 8 de la loi No 943/86.

68. Au sujet des caractéristiques des embauchés extracommunautaires, on peut noter que le plus souvent il s'agit de sujets de sexe masculin, en majorité dépourvus de titres d'études; 30,7 % des citoyens extracommunautaires présents en Italie ont un âge compris entre 18 et 24 ans et 28,5 % ont un âge compris entre 24 et 29 ans; 45 % des travailleurs extracommunautaires sont originaires des pays de la zone Méditerranée. Parmi ceux-ci, 14 % proviennent de l'ex-Yougoslavie. Il y a également un nombre considérable de travailleurs qui proviennent du Maroc (12 %), du Sri Lanka (9 %), des Philippines (8 %) et des pays de l'est de l'Europe.

69. Il nous paraît opportun de souligner que ces derniers temps s'est accentué le processus de mobilité interne depuis le sud vers le nord de l'Italie, où les possibilités de travail et d'accueil sont plus grandes. La majeure partie des autorisations ont été délivrées dans l'Italie septentrionale (17 000 environ pendant l'année 1992) principalement en Lombardie (4 700 environ), dans le Trentin-Haut-Adige (4 300 environ) et en Vénétie (2 600 environ). Dans l'Italie centrale le Latium compte 5 000 unités environ, tandis que dans l'Italie méridionale la Campanie compte environ 3 000 unités.

70. Dans les provinces où il n'y a pas eu manifestement de difficultés particulières pour l'absorption de main-d'oeuvre étrangère, les embauchages ont concerné essentiellement le secteur industriel, en s'articulant avec des contrats de formation-travail, et avec des contrats d'insertion à temps déterminé; d'autres embauchages ont concerné le secteur du bâtiment

(manoeuvres) et le tertiaire (portage), la restauration et le tourisme le plus souvent pour des qualifications modestes qui, depuis longtemps, ne sont plus acceptées par les travailleurs italiens.

71. Il faut noter la participation importante des extracommunautaires aux sociétés coopératives : à la date du 31 décembre 1991, on dénombre 513 organismes coopératifs qui signalent la participation d'extracommunautaires, soit en qualité de non-associés, soit surtout en qualité d'associés (le rapport entre les deux cas de figure est de 1 à 2). Il est nécessaire toutefois de remarquer que 79 % des organismes précités sont concentrés dans les régions du nord de l'Italie. La présence d'extracommunautaires dans ce type d'organisme est prédominante dans les secteurs de la production du travail (47,4 %) et de l'agriculture (25,4 %), qui sont les secteurs économiquement les plus productifs, même si peut être significative leur participation à des coopératives de consommation, de construction (habitations) et de transport.

Article 7

Tutelle des minorités ethnicolinguistiques

72. Parmi les activités importantes du Gouvernement italien dans les domaines de l'enseignement, de l'éducation, de la culture et de l'information pour ce qui est des discriminations raciales, ethniques, religieuses et linguistiques, signalons de nombreuses initiatives parlementaires.

73. Actuellement est soumis à l'examen de la Chambre des députés un projet de loi portant "normes en la matière des minorités linguistiques" (A.C. No 1024). Ce texte, dans l'intention de réaliser une tutelle organique et uniforme des minorités présentes dans notre pays, réaffirme le principe de la tutelle de toutes les formes de minorités ethnoculturelles telles que la langue et la culture des populations d'origine albanaise, catalane, germanique, grecque, slave et tzigane et de celles parlant le ladin, le français, le franco-provençal et l'occitan, ainsi que la langue et la culture des populations frioulane et sarde. Il est prévu, également, de nombreuses normes visant à introduire la langue minoritaire dans les programmes scolaires de tout ordre et de tout degré et à permettre l'usage des langues admises au bénéfice de la tutelle dans l'activité des organes communaux, circonscriptionnels et collégiaux scolaires. La proposition de loi prévoit, en outre, l'usage oral des langues étrangères dans les bureaux de l'administration publique et dans les programmes radiophoniques et télévisés.

74. Nous désirons d'autre part signaler deux initiatives législatives en faveur des minorités linguistiques slovène et ladine. La première est une proposition de loi concernant la délégation au gouvernement pour la promulgation d'un décret intitulé "Texte unique en matière de tutelle de la minorité linguistique slovène" (A.S. 613). Grâce à cette initiative une délégation spéciale est conférée au gouvernement pour recueillir en un texte unique toute la production normative concernant la minorité slovène, avec la faculté de la modifier et de la compléter selon les critères et les principes directifs contenus dans ladite délégation. De même, il a été présenté à nouveau devant le Sénat, y compris pendant la législature actuelle, un projet de loi constitutionnelle portant "normes en faveur du groupe

linguistique ladin qui vit dans la province de Trente", visant à étendre la réglementation de tutelle en vigueur dans la province autonome de Bolzano au groupe linguistique ladin résidant dans la province de Trente.

L'éducation dans l'école italienne

75. Au cours de ces dernières années l'école italienne a approfondi le thème de l'éducation interculturelle et multiraciale, comme réponse aux exigences éducatives dictées par la société multiculturelle d'aujourd'hui, et comme forme de prévention contre le danger de manifestations et d'attitudes racistes. En particulier, le phénomène migratoire croissant des citoyens étrangers en Italie a rendu nécessaire l'élaboration de stratégies adéquates pour faciliter l'intégration des immigrés dans la société et dans l'école italienne.

76. Un indice de l'importance du phénomène migratoire en Italie est fourni par les données recueillies par une récente enquête promue par le Ministère de l'instruction publique. Cette enquête a permis de constater que la présence étrangère dans les écoles maternelles, élémentaires et secondaires du premier cycle au cours de ces deux dernières années a plus que doublé. En particulier, de l'année scolaire 1989/90 à l'année scolaire 1991/92, le nombre des citoyens étrangers qui fréquentent des écoles italiennes a augmenté de 12 400 à 27 000 unités.

77. En agissant en syntonie avec les orientations du Conseil de l'Europe et d'autres organismes internationaux, le Ministère de l'instruction publique italien a réclamé l'attention des écoles sur le thème de l'éducation interculturelle à l'aide de nombreuses initiatives. Parmi celles-ci, signalons des circulaires de tendance et d'orientation (en particulier la circulaire ministérielle No 205/90), ainsi que des activités de recyclage des enseignants. Il faut en outre signaler les congrès et les séminaires d'études, tels que celui qui s'est tenu à Punto Ala, du 5 au 7 décembre 1991. Dans le document introductif de ce dernier on a voulu souligner la nécessité d'"illustrer dans le cadre de chaque classe et selon le niveau des études, des aspects et des éléments historiques, géographiques, culturels et linguistiques relatifs aux pays d'origine des étrangers présents, ce qui doit avoir une signification de reconnaissance pour ces derniers et qui doit être un motif d'intérêt concret et plus direct pour leurs camarades". En outre, pendant la semaine du 27 mai au 2 avril 1992, consacrée expressément au "dialogue interculturel", les écoles de tout ordre et de tout degré ont organisé sur ce sujet des rencontres, des débats et des manifestations culturelles et artistiques. En date du 23 avril 1992, le Conseil national de l'instruction publique a publié sur le thème de l'éducation interculturelle une déclaration ample et articulée, qui constitue le texte de référence le plus actuel pour l'école italienne.

78. Parmi les principes pédagogiques accueillis dans le système scolaire italien, comme cela est prévu par de nombreux documents internationaux, la valorisation de la langue et de la culture d'origine des élèves étrangers rencontre des difficultés organisationnelles à cause non seulement du nombre élevé des ethnies présentes, mais aussi de leur dispersion sur le territoire national (environ 70 % des élèves étrangers résultent présents à raison d'une ou deux unités par classe seulement). Dans de nombreux cas ce sont

les collectivités locales et les communautés d'immigrés elles-mêmes qui par leurs initiatives subviennent à l'organisation des cours touchant à la langue et à la culture d'origine des immigrés. A cet effet le Ministère de l'instruction publique pourvoit à assurer la liaison programmatique avec les activités de l'école, tout en fournissant également les locaux et les équipements.

79. En outre, nous désirons faire mention de la circulaire ministérielle No 205, du 26 juillet 1990, dans laquelle le Ministère de l'instruction publique italien a indiqué comme objectif primaire de l'éducation interculturelle la "promotion de la capacité de cohabitation constructive dans un tissu culturel et social multiforme", en soulignant comment elle se développe "même en l'absence d'élèves étrangers et dans la pratique des différentes disciplines" et comment elle tend à "prévenir la formation de stéréotypes et de préjugés vis-à-vis des personnes et des cultures, et à dépasser toute forme de vision ethnocentrique, en réalisant une action éducative qui donne de la substance aux droits humains par le truchement de la compréhension et de la coopération entre les peuples dans l'aspiration commune au développement et à la paix".

80. Dans cette même circulaire ministérielle No 205/90 le Ministère de l'instruction publique a en outre relevé que "l'accentuation des situations de nature multiculturelle et pluriethnique, vis-à-vis desquelles se vérifient parfois des attitudes d'intolérance, voire de racisme, peut se traduire en une occasion d'enrichissement et de maturation en vue d'une cohabitation basée sur la coopération, l'échange et l'acceptation productive des diversités comme des valeurs et des opportunités de croissance démocratique". Prenant conscience de l'exigence de prêter une attention particulière à la thématique de la multiculturalité, la circulaire ministérielle No 205/90 sollicite les enseignants à s'arrêter "avec grand soin sur les éléments de ressemblance qui rapprochent les exigences propres à tout être humain et sur les éléments de différence que l'on peut trouver dans les diverses réponses culturelles, de façon à les rendre compréhensibles même aux enfants".

81. De plus, il convient de spécifier que le système scolaire italien n'adhère pas au modèle des classes spéciales uniquement pour étrangers, en considération de la situation d'isolement qu'elles comportent. A cet égard la circulaire ministérielle No 205/90 invite à "répartir les élèves étrangers à raison de quelques unités seulement par classe, afin d'en faciliter l'intégration linguistique naturelle avec les élèves italiens", tandis qu'elle remarque qu'"il peut être utile de former des groupes même supérieurs à cinq unités dans les moments d'activités linguistiques spécifiques".

82. Signalons, d'autre part, la loi No 148, du 5 juin 1990, par laquelle a été introduite une "réforme du système de l'école élémentaire". Cette loi part de la considération générale que "l'école élémentaire, dans le cadre de l'instruction obligatoire, concourt à la formation de l'homme et du citoyen selon les principes sanctionnés par la Constitution et dans le respect et dans la valorisation des diversités individuelles, sociales et culturelles" (art. 1, No 1). Pour ce qui est de l'insertion des immigrés dans les écoles italiennes, la loi No 148/90 dispose que "dans le cadre des heures d'enseignement, une quote-part peut être destinée à la récupération individualisée et par groupes restreints d'élèves ayant un retard dans

les processus d'études, y compris en référence aux élèves étrangers, en particulier ceux provenant de pays extracommunautaires" (art. 9, No 2).

83. Enfin, pour ce qui concerne l'enseignement des religions dans l'école italienne, il convient de noter que la Constitution italienne garantit à tous la liberté religieuse, aussi bien comme liberté de conscience que comme liberté de culte. En particulier, l'article 8 de la Constitution dispose que "toutes les confessions religieuses sont également libres devant la loi"; tandis que l'article 19 de la Constitution établit que "toute personne a le droit de professer librement sa propre foi religieuse sous quelque forme que ce soit, individuelle ou associée, d'en faire la propagande et d'en exercer le culte en privé ou en public, pourvu qu'il ne s'agisse pas de rites contraires aux bonnes moeurs". C'est dans ce cadre normatif que trouve sa place l'enseignement, non obligatoire, de la religion catholique dans les écoles, de même que celui des autres confessions religieuses.

Tutelle des minorités linguistiques dans l'information

84. Pour ce qui a trait à l'information, la tutelle des minorités ethnoclinguistiques est prévue, comme chacun sait, par la loi No 103, du 14 avril 1975, qui à l'article 19 établit l'obligation pour la RAI d'"effectuer des émissions radiophoniques et télévisées en langues allemande et ladine pour la province de Bolzano, en langue française pour la région autonome du Val d'Aoste et en langue slovène pour la région autonome Frioul-Vénétie Julienne". Pour l'accomplissement des obligations susmentionnées la loi prévoit la passation de conventions entre la Présidence du Conseil des ministres et la RAI.

85. Comme première mise à exécution de la loi précitée, dès 1975, ont été stipulées la convention pour des programmes en allemand et en ladin et la convention pour des programmes en français, récemment renouvelées respectivement par le décret du Président de la République du 3 novembre 1992 (Journal officiel du 30 décembre 1992, No 305) et le décret du Président de la République du 23 décembre 1991 (Journal officiel du 28 octobre 1992, No 254).

86. La convention pour des émissions de télévision en slovène, en revanche, n'a été approuvée pour la première fois que pendant cette période, plus précisément avec le D.P.R. du 16 octobre 1992 (J. O. du 30 décembre 1992, No 305) principalement en raison de problèmes techniques nés du manque de fréquences disponibles. Précisons aussi que, sur la base des conventions susmentionnées, sont actuellement réalisées :

4 716 heures annuelles radiophoniques en allemand					
550	"	"	télévisées	"	"
235	"	"	radiophoniques en ladin		
26	"	"	télévisées	"	"
78	"	"	télévisées	en français	
110	"	"	radiophoniques	"	"
208	"	"	télévisées	en slovène	

87. Pour ce qui concerne les programmes radiophoniques en slovène, ceux-ci sont réglementés par la loi No 308, du 14 avril 1956, qui a prévu, étant donné la situation particulière du territoire de Trieste, que le siège local de la RAI, en plus de la programmation nationale, transmette en autonomie trois heures par jour de programmes en langue italienne et pendant la journée tout entière, depuis la station de Trieste "A", des programmes en langue slovène.

88. Les programmes décrits ci-dessus ont un caractère informatif (entre autres, un journal télévisé est réalisé en langue allemande - Tagesschau), artistique, culturel et éducatif, dans le respect tant de la loi No 103/1975 précitée que des statuts spéciaux respectifs.